

— Protocole portant adaptation des aspects institutionnels de l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats-membres, d'une part, et la République de Hongrie, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, et l'Annexe, faits à Bruxelles le 28 juin 1999;

— Protocole portant adaptation des aspects institutionnels de l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats-membres, d'une part, et la République de Bulgarie, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, et l'Annexe, faits à Bruxelles le 30 juin 1999.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 décembre 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique

F.-X. de DONNEA

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Travaux publics, du Transport et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

J. CHABERT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement,

E. TOMAS

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature, de la Propreté publique et du Commerce extérieur,

D. GOSUIN

—  
Note

(1) *Documents du Conseil* :

Session ordinaire 1999-2000

A-114/1 Projet d'ordonnance

Session ordinaire 2000-2001

A-114/2 Rapport (renvoi)

*Compte rendu intégral* :

Discussion et adoption : séance du vendredi 8 décembre 2000

— Protocol tot aanpassing van de institutionele aspecten van de Europa-Overeenkomst waarbij een associatie tot stand wordt gebracht tussen de Europese Gemeenschappen en hun lid-Statens, enerzijds, en de Republiek Hongarije, anderzijds, teneinde rekening te houden met de toetreding van de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland en het Koninkrijk Zweden tot de Europese Unie, en de Bijlage, opgemaakt te Brussel op 28 juni 1999;

— Protocol tot aanpassing van de institutionele aspecten van de Europa-Overeenkomst waarbij een associatie tot stand wordt gebracht tussen de Europese Gemeenschappen en hun lid-Statens, enerzijds, en de Republiek Bulgarije, anderzijds, teneinde rekening te houden met de toetreding van de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland en het Koninkrijk Zweden tot de Europese Unie, en de Bijlage, opgemaakt te Brussel op 30 juni 1999.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 december 2000.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

F.-X. de DONNEA

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

J. CHABERT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Energie en Huisvesting,

E. TOMAS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Natuurbehoud, Openbare Netheid en Buitenlandse Handel,

D. GOSUIN

—  
Nota

(1) *Documenten van de Raad* :

Gewone zitting 1999-2000

A-114/1 Ontwerp van ordonnantie

Gewone zitting 2000-2001

A-114/2 Verslag (verwijzing)

*Volledig verslag* :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 8 december 2000.

#### MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 1054

[C — 2003/31150]

**13 FEVRIER 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 février 2003 portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux, notamment les articles 2 et 30;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'accord du Conseil des Ministres fédéral, donné le 20 juin 2002, permettant aux membres du personnel contractuel du ministère de bénéficier de l'interruption de la carrière professionnelle pour soins à un membre du ménage ou de la famille qui est gravement malade ou dans le cadre du congé parental, prévue au chapitre 3, sections 2 et 3, de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations;

#### MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 1054

[C — 2003/31150]

**13 FEBRUARI 2003. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 februari 2003 tot bepaling van de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes, inzonderheid op de artikelen 2 en 30;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het akkoord van de federale Ministerraad, gegeven op 20 juni 2002, dat de contractuele personeelsleden van het ministerie toelaat een loopbaanonderbreking te genieten om een ernstig ziek gezins- of familielid te verzorgen of in het raam van het ouderschapsverlof, bepaald in hoofdstuk 3, afdelingen 2 en 3, van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 13 avril 2001;

Vu l'accord du ministre chargé du Budget, donné le 26 avril 2001;

Vu le protocole du Comité de Secteur XV n° 2001/16 du 29 juin 2001;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale conformément à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné les 4 et 6 novembre 2002 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre chargé de la Fonction publique;  
Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique aux personnes engagées par contrat de travail au ministère de la Région de Bruxelles-Capitale conformément à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

**Art. 2.** Des personnes peuvent être engagées sous contrat de travail aux fins exclusives de :

1° répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;

2° remplacer des agents en cas d'absence totale ou partielle, qu'ils soient ou non en activité de service, quand la durée de cette absence implique un remplacement;

3° accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques.

**Art. 3.** Chaque contrat de travail est conclu par écrit.

Le lieu de travail est mentionné dans le contrat. Tout changement du lieu de travail fait l'objet d'un avenant au contrat.

Les contrats sont signés par le secrétaire général ou son délégué.

**Art. 4.** Les membres du personnel contractuel sont soumis à une période d'essai. La durée de cette période est de :

- quatorze jours pour les ouvriers;
- trois mois pour les membres du personnel des niveaux C, D et E;
- six mois pour les membres du personnel des niveaux A et B.

Toutefois, la période d'essai ne peut dépasser la moitié de la durée du contrat. Elle n'est plus imposée si l'aptitude professionnelle du membre du personnel peut être déduite des prestations antérieures au ministère d'une durée au moins équivalente à la période d'essai.

#### CHAPITRE II. — De l'engagement

##### Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales

**Art. 5.** Pour être engagé par contrat de travail, il faut remplir les conditions générales suivantes :

1° ne pas être déchu de ses droits civils et politiques;

2° justifier de la possession des aptitudes médicales dans les mêmes cas et les mêmes conditions que ceux prévus à l'article 32 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région Bruxelles-Capitale, ci-après dénommé "statut";

3° être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'étude en rapport avec le niveau du grade à conférer aux mêmes conditions que celles applicables au personnel statutaire du Ministère de la Région de Bruxelles Capitale;

4° être d'une conduite correspondant aux exigences de l'emploi à pourvoir.

**Art. 6.** Les membres du personnel contractuel visés à l'article 2, 1° et 2°, sont engagés à un des grades de recrutement visés à l'article 6 du statut.

**Art. 7.** Le Gouvernement détermine le nombre, la durée et le type d'emplois pour lesquels il est procédé à l'engagement de membres du personnel contractuel aux fins de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel.

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 april 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 26 april 2001;

Gelet op het protocol van Sectorcomité XV nr. 2001/16 van 29 juni 2001;

Gelet op de regeringsbeslissing van 5 september 2002 om de Raad van State te verzoeken zijn advies binnen een maand uit te brengen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 4 et 6 november 2002 bij toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken;  
Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de bij arbeidsovereenkomst bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in dienst genomen personen, overeenkomstig de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

**Art. 2.** Bij arbeidsovereenkomst kunnen personen in dienst worden genomen uitsluitend om :

1° aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften te voldoen, hetzij voor in de tijd beperkte acties, hetzij voor een buitengewone toename van het werk;

2° ambtenaren te vervangen bij gehele of gedeeltelijke afwezigheid, ongeacht of ze in dienstactiviteit zijn of niet, wanneer de duur van die afwezigheid tot vervanging noopt;

3° bijkomende of specifieke opdrachten te vervullen.

**Art. 3.** Elke arbeidsovereenkomst wordt schriftelijk aangegaan.

In de arbeidsovereenkomst wordt de plaats vermeld waar de werkzaamheden worden verricht. Elke wijziging van de plaats van tewerkstelling geeft aanleiding tot een bijvoegsel bij de arbeidsovereenkomst.

De arbeidsovereenkomsten worden door de secretaris-generaal of zijn gemachtigde ondertekend.

**Art. 4.** Voor contractuele personeelsleden geldt er een proefperiode. Deze periode bedraagt :

- veertien dagen voor werklieden;
- drie maanden voor personeelsleden van de niveaus C, D en E;
- zes maanden voor personeelsleden van de niveaus A en B.

De proefperiode mag niet langer zijn dan de helft van de duur van de arbeidsovereenkomst. Er wordt geen proefperiode opgelegd indien de beroepsbekwaamheid van de betrokkene uit vroegere arbeidsprestaties bij het ministerie kan worden opgeemaakt en waarvan de duur minstens equivalent is aan de proefperiode.

#### HOOFDSTUK II. — Indienstneming

##### Afdeling 1. — Algemene bepalingen

**Art. 5.** Om bij arbeidsovereenkomst in dienst te worden genomen is het vereist om aan volgende voorwaarden te voldoen :

1° de burgerlijke en politieke rechten niet ontnomen zijn;

2° de medische geschiktheid bezitten zoals bepaald voor de gevallen en overeenkomstig de vereisten waarin wordt voorzien door artikel 32 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hierna het « statuut » genoemd;

3° houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat overeenstemt met het niveau van de te verlenen graad op dezelfde voorwaarden als die welke van toepassing zijn voor de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

4° een gedrag vertonen dat in overeenstemming is met de vereisten aangaande de te verlenen betrekking.

**Art. 6.** De in artikel 2, 1° en 2°, bedoelde contractuele personeelsleden worden in dienst genomen in één van de in artikel 6 van het statuut bedoelde wervingsgraden.

**Art. 7.** De Regering stelt het aantal, de duur en het type van betrekkingen vast waarvoor er contractuele personeelsleden in dienst worden genomen om aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften te voldoen.

**Art. 8.** Les membres du personnel contractuel qui effectuent une mission de remplacement entrent en service pour une période qui ne peut excéder la durée du remplacement.

**Art. 9.** Les tâches auxiliaires et spécifiques correspondent aux emplois exercés par :

1° les membres du personnel chargés de travaux de nettoyage ou du service de la cafétéria (rang E1);

2° les chefs d'équipes des membres du personnel visés au 1° (rang E2);

3° les contrôleurs de taxis (rang B1);

4° le représentant et le représentant adjoint pour la délégation bruxelloise auprès de la Représentation Permanente auprès de l'Union européenne (rang A1);

5° le Secrétaire (rang A2) et le Secrétaire adjoint (rang A1) de la Section autonome bruxelloise de la Commission royale des Monuments et Sites;

6° les attachés économiques et commerciaux (rang A1);

7° les inspecteurs régionaux (rang A2);

8° le secrétaire du Conseil de la Politique scientifique (rang A2).

#### Section 2. — Autorités compétentes

**Art. 10.** Les autorisations d'engagement des membres du personnel contractuel sont accordées par :

1° le Gouvernement pour les contractuels visés à l'article 2, 1°;

2° le Ministre de la Fonction publique ou son délégué pour les contractuels visés à l'article 2, 2°;

3° le Gouvernement pour les contractuels des niveaux A et B visés à l'article 2, 3° et le Ministre de la Fonction publique ou son délégué pour ceux des niveaux C, D et E visés à l'article 2, 3°.

**Art. 11.** La décision d'engagement relève :

1° du Ministre de la Fonction publique ou de son délégué dans les cas visés à l'article 2, 1° et 2°;

2° du Gouvernement pour les contractuels du niveau A visés à l'article 2, 3° et du Ministre de la Fonction publique ou son délégué pour ceux des niveaux B à E visés à l'article 2, 3°.

#### Section 3. — Procédure d'engagement

**Art. 12.** Pour les cas visés à l'article 2, 1° et 2°, le secrétaire général ou le secrétaire général adjoint sélectionne les candidats sur proposition du service de la gestion des ressources humaines, ci-après dénommé « GRH ».

La présélection des membres du personnel contractuel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est effectuée par la GRH.

**Art. 13.** Pour les cas visés à l'article 2, 3°, l'engagement a lieu après avis d'une commission chargée de la sélection.

La présélection des membres du personnel visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> est effectuée par la GRH.

La commission peut en outre se faire assister par un bureau de sélection externe.

La composition de la commission est fixée par le secrétaire général ou le secrétaire général adjoint; elle comprend au moins des représentants de la GRH, du service où l'emploi est à pourvoir, du ou des ministre(s) fonctionnellement compétent(s) et du Ministre de la Fonction publique.

### CHAPITRE III. — Du régime de travail et des congés

#### Section 1<sup>re</sup>. — Du régime de travail

**Art. 14.** La durée de travail et le régime de travail sont les mêmes pour le personnel contractuel que pour le personnel statutaire.

**Art. 15.** Le membre du personnel contractuel est soumis à une évaluation.

L'évaluation a pour but d'apprécier la compétence et le travail effectué par les membres du personnel contractuel dans la fonction qu'il exerce.

Le membre du personnel contractuel est évalué, après sa période d'essai tous les deux ans par un supérieur hiérarchique de rang A1 au moins.

**Art. 8.** De contractuele personeelsleden die een vervangingsopdracht vervullen treden in dienst voor een periode die niet langer mag zijn dan de duur van de vervanging.

**Art. 9.** De bijkomende en specifieke opdrachten stemmen overeen met de betrekkingen uitgeoefend door :

1° de personeelsleden die met de schoonmaak of de bediening in de cafetaria zijn belast (rang E1);

2° de ploegbazen van de onder 1° bedoelde personeelsleden (rang E2);

3° de taxicontroleurs (rang B1);

4° de vertegenwoordiger en de adjunct-vertegenwoordiger van de Brusselse afvaardiging bij de Permanente Vertegenwoordiging bij de Europese Unie (rang A1);

5° de secretaris (rang A2) en de adjunct-secretaris (rang A1) van de autonome Brusselse sectie van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen;

6° de economische en handelsattachés (rang A1);

7° de gewestelijke inspecteurs (rang A2);

8° de secretaris van de Raad voor Wetenschapsbeleid (rang A2).

#### Afdeling 2. — Bevoegde overheden

**Art. 10.** De machtigingen tot indienstneming van contractuele personeelsleden worden verleend door :

1° de Regering voor de in artikel 2, 1°, bedoelde contractuele personeelsleden;

2° de Minister van Ambtenarenzaken of zijn afgevaardigde voor de in artikel 2, 2° bedoelde contractuele personeelsleden;

3° de Regering voor de in artikel 2, 3° bedoelde contractuele personeelsleden van de niveaus A en B en de Minister van Ambtenarenzaken of zijn afgevaardigde voor de in artikel 2, 3°, bedoelde contractuele personeelsleden van de niveaus C, D en E.

**Art. 11.** De beslissing tot indienstneming geschiedt door :

1° de Minister van Ambtenarenzaken of zijn afgevaardigde in de in artikel 2, 1° en 2°, bedoelde gevallen;

2° de Regering voor de in artikel 2, 3°, bedoelde contractuele personeelsleden van niveau A en de Minister van Ambtenarenzaken of zijn afgevaardigde voor de in artikel 2, 3°, bedoelde personeelsleden van de niveaus B tot E.

#### Afdeling 3. — Indienstnemingsprocedure

**Art. 12.** Voor de in artikel 2, 1° en 2°, bedoelde gevallen selecteert de secretaris-generaal of de adjunct-secretaris-generaal de kandidaten uit degenen die door de dienst Human Resources Management worden voorgedragen, hierna « HRM » genoemd.

De preselectie van de in het eerste lid bedoelde contractuele personeelsleden wordt door de HRM verricht.

**Art. 13.** In verband met de in artikel 2, 3° en bedoelde gevallen heeft de indienstneming plaats na advies van een selectiecommissie.

De preselectie van de in het eerste lid bedoeld personeelsleden wordt door de HRM verricht.

De commissie kan zich hierbij bovendien door een extern selectiebureau laten bijstaan.

De samenstelling van de commissie wordt door de secretaris-generaal of de adjunct-secretaris-generaal bepaald; zij omvat tenminste vertegenwoordigers van de HRM, van de dienst waar de betrekking te begeven is, van de functioneel bevoegde minister(s) en van de Minister van Ambtenarenzaken.

### HOOFDSTUK III. — Arbeidsregeling en verloven

#### Afdeling 1. — Arbeidsregeling

**Art. 14.** De arbeidstijd en de arbeidsregeling zijn dezelfde voor contractueel personeel en ambtenaren.

**Art. 15.** Het contractuele personeelslid wordt geëvalueerd.

Het doel van de evaluatie is de bekwaamheid en het door het contractuele personeelslid bij het uitoefenen van zijn functie verrichte werk te beoordelen.

Het contractuele personeelslid wordt na de proefperiode om de twee jaar geëvalueerd door een hiërarchische meerdere die minimum tot rang A1 behoort.



Sans préjudice de l'application de l'alinéa 3, la période sur laquelle porte l'évaluation du membre du personnel contractuel est d'une durée d'un an au moins.

Au début de la période d'évaluation, le supérieur hiérarchique habilité a un entretien avec le membre du personnel contractuel, au cours duquel les éléments sur lesquels celui-ci sera évalué sont précisés.

Dans les trois mois qui précèdent la fin de la période d'évaluation, le supérieur hiérarchique habilité a un entretien avec le membre du personnel contractuel soumis à l'évaluation.

L'entretien porte sur :

1° la qualité et la quantité du travail presté pendant la période d'évaluation;

2° les éventuels changements de méthodes et d'attitudes de travail ou la nécessité d'une formation complémentaire;

3° les objectifs qui seront poursuivis durant la prochaine période d'évaluation.

Le supérieur hiérarchique habilité établit un rapport d'évaluation et y mentionne la date de l'entretien, les points sur lesquels a porté ce dernier et les conclusions auxquelles il a abouti. Il attribue la mention « évaluation positive » ou « évaluation négative ».

Le membre du personnel peut y apporter ses remarques et reçoit une copie du rapport d'évaluation.

**Art. 16.** Les membres du personnel contractuel sont soumis aux dispositions du statut concernant les incompatibilités et le cumul d'activités.

**Art. 17.** Les membres du personnel contractuel sont soumis aux dispositions du statut concernant la mobilité interne sauf en ce qui concerne le personnel contractuel visé à l'article 2, 3°.

#### Section 2. — Des congés

**Art. 18.** Les membres du personnel contractuel bénéficient des mêmes congés que ceux prévus aux chapitres III, IV et VII du titre VII du Livre I<sup>er</sup> du statut, à l'exception du départ anticipé à la pension à mi-temps, pour autant que ce régime soit plus favorable que celui prévu par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et les lois particulières.

Sans préjudice des dispositions qui leur sont applicables en matière d'interruption de la carrière professionnelle, les membres du personnel contractuel bénéficient en outre de l'interruption de la carrière professionnelle pour soins à un membre du ménage ou de la famille qui est gravement malade ou dans le cadre du congé parental, prévue aux articles 11 et 12 de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations.

Les congés visés aux alinéas précédents sont octroyés selon les modalités applicables au personnel statutaire.

**Art. 19.** Les membres du personnel contractuel ne peuvent s'absenter s'il n'ont pas obtenu un congé ou une dispense de service selon les modalités applicables au personnel statutaire.

**Art. 20.** Sans préjudice des règles qui leur sont applicables selon le régime du secteur privé, les membres du personnel contractuel absents pour cause de maladie sont soumis au contrôle médical du service de contrôle médical désigné par le Gouvernement, selon les modalités applicables au personnel statutaire.

Ils sont soumis à la réglementation du service fédéral de santé administratif pour ce qui concerne l'examen d'aptitude, les accidents de travail et les maladies professionnelles.

#### CHAPITRE IV. — Du régime pécuniaire

**Art. 21.** Les membres du personnel contractuel reçoivent une rémunération identique au traitement lié au grade et à la première échelle octroyés aux membres du personnel statutaire pour la même fonction ou une fonction analogue ainsi que les augmentations intercalaires qui y sont liées.

**Art. 22.** Les contrôleurs de taxis bénéficient de l'échelle B101 au moment de leur engagement. Ils bénéficient de l'échelle B102 et de l'échelle B103 lorsqu'ils comptent au moins respectivement 9 ans et 18 ans d'ancienneté dans leur fonction et pour autant qu'ils aient suivi la formation obligatoire et obtenu une évaluation positive.

**Art. 23.** Le représentant et le représentant adjoint pour la délégation bruxelloise auprès de la Représentation Permanente auprès de l'Union européenne bénéficient de l'échelle A101 au moment de leur engagement. Ils bénéficient de l'échelle A102 et de l'échelle A103 lorsqu'ils comptent au moins respectivement 9 ans et 18 ans d'ancienneté dans leur fonction et pour autant qu'ils aient suivi la formation obligatoire et obtenu une évaluation positive.

Onverminderd het bepaalde in het derde lid omvat de evaluatieperiode voor het contractuele personeelslid minimum een jaar.

Bij het begin van de evaluatieperiode heeft de daartoe gemachtigde meerdere een onderhoud met het betrokken contractuele personeelslid, tijdens hetwelk de evaluatieaspecten worden toegelicht.

Binnen drie maanden vóór het einde van de evaluatieperiode heeft de daartoe gemachtigde meerdere een onderhoud met het te evalueren contractuele personeelslid.

Het onderhoud slaat op :

1° de kwaliteit en de kwantiteit van het tijdens de evaluatieperiode gepresteerde werk;

2° de eventuele veranderende werkmethoden en -attitudes of op de noodzaak van bijscholing;

3° de tijdens de volgende evaluatieperiode na te streven doeleinden.

De daartoe gemachtigde hiërarchische meerdere maakt een evaluatierapport op met vermelding van de datum van het onderhoud, de punten welke daarin zijn behandeld en de conclusies ervan. Hij kent de vermelding « positieve evaluatie » of « negatieve evaluatie » toe.

Het personeelslid kan er zijn opmerkingen aan toevoegen en ontvangt een afschrift van het evaluatierapport.

**Art. 16.** De statutaire bepalingen inzake onverenigbaarheden en cumulatie van activiteiten zijn op de contractuele personeelsleden van toepassing.

**Art. 17.** De statutaire bepalingen inzake interne mobiliteit zijn op de contractuele personeelsleden van toepassing, degenen bedoeld in artikel 2, 3°, uitgezonderd.

#### Afdeling 2. — Verloven

**Art. 18.** De contractuele personeelsleden genieten dezelfde verloven als degene bepaald in de hoofdstukken III, IV en VII van titel VII van Boek I van het statuut, uitgezonderd de halftijdse vervroegde uittreding, voorzover deze regeling gunstiger is dan die bepaald bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en de bijzondere wetten.

Onverminderd de bepalingen die op hen van toepassing zijn inzake loopbaanonderbreking, genieten de contractuele personeelsleden bovendien de voordelen van de loopbaanonderbreking voor het verzorgen van een ernstig ziek gezins- of familielid of in het raam van het ouderschapsverlof bepaald door de artikelen 11 en 12 van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen.

De verloven vermeld in de voorgaande leden worden toegekend volgens de terzake voor de ambtenaren bestaande regeling.

**Art. 19.** De contractuele personeelsleden mogen niet afwezig zijn indien zij geen verlof of dienstvrijstelling hebben gekregen volgens de terzake voor de ambtenaren bestaande regeling.

**Art. 20.** Onverminderd de op hen van toepassing zijnde regels zoals deze gelden in de privé-sector, vallen wegens ziekte afwezige contractuele personeelsleden onder het medisch toezicht van de door de Regering daartoe aangestelde medische controledienst volgens de terzake voor de ambtenaren bestaande regeling.

De regelgeving van de federale administratieve gezondheidsdienst is op hen van toepassing voor het geschiktheidsonderzoek, arbeidsongevallen en beroepsziekten.

#### HOOFDSTUK IV. — Bezoldigingsregeling

**Art. 21.** De contractuele personeelsleden ontvangen een bezoldiging die overeenstemt met de wedde die met de graad en de eerste schaal van een ambtenaar verbonden is voor dezelfde of een analoge functie alsmede de daarmee gepaard gaande tussentijdse verhogingen.

**Art. 22.** De taxicontracteurs genieten weddenschaal B101 op het ogenblik van de indienstneming. Zij genieten de weddenschaal B102 en de weddenschaal B103 als zij minstens respectievelijk 9 en 18 jaren anciënniteit in hun functie hebben en indien zij aan de verplichte opleiding hebben deelgenomen en positief zijn geëvalueerd.

**Art. 23.** De vertegenwoordiger en de adjunct-vertegenwoordiger van de Brusselse afvaardiging bij de Permanente Vertegenwoordiging bij de Europese Unie worden met weddenschaal A101 in dienst genomen. Zij genieten de schaal A102 en de schaal A103 als zij minstens respectievelijk 9 en 18 jaar anciënniteit in hun functie hebben en indien zij aan de verplichte opleiding hebben deelgenomen en positief geëvalueerd zijn.

**Art. 24.** Le Secrétaire adjoint de la section autonome bruxelloise de la Commission Royale des Monuments et Sites bénéficie de l'échelle A101 au moment de son engagement. Il bénéficie de l'échelle A102 et de l'échelle A103 lorsqu'il compte au moins respectivement 9 ans et 18 ans d'ancienneté dans sa fonction et pour autant qu'il ait suivi la formation obligatoire et obtenu une évaluation positive.

**Art. 25.** Les attachés économiques et commerciaux bénéficient de l'échelle A101 au moment de leur engagement. Ils bénéficient de l'échelle A102 et de l'échelle A103 lorsqu'ils comptent au moins respectivement 9 et 18 ans d'ancienneté dans leur fonction et pour autant qu'ils aient suivi la formation obligatoire et obtenu une évaluation positive.

**Art. 26.** Les inspecteur régionaux bénéficient de l'échelle A200 au moment de leur engagement. Ils bénéficient de l'échelle A210 et de l'échelle A220 lorsqu'ils comptent au moins respectivement 9 et 18 ans d'ancienneté dans leur fonction et pour autant qu'ils aient suivi la formation obligatoire et obtenu une évaluation positive.

**Art. 27.** Le Secrétaire du Conseil de la Politique Scientifique bénéficie de l'échelle A200 au moment de son engagement. Il bénéficie de l'échelle A210 et de l'échelle A220 lorsqu'il compte au moins respectivement 9 ans et 18 ans d'ancienneté dans sa fonction et pour autant qu'il ait suivi la formation obligatoire et obtenu une évaluation positive.

**Art. 28.** Le Secrétaire de la section autonome bruxelloise de la Commission royale des Monuments et Sites bénéficie de l'échelle A200 au moment de son engagement. Il bénéficie de l'échelle A210 et de l'échelle A220 lorsqu'il compte au moins respectivement 9 ans et 18 ans d'ancienneté dans sa fonction et pour autant qu'il ait suivi la formation obligatoire et obtenu une évaluation positive.

**Art. 29.** Le personnel contractuel a droit aux mêmes conditions que pour le personnel statutaire du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale à :

- a) un revenu minimum garanti;
- b) une allocation de foyer ou de résidence;
- c) un pécule de vacances;
- d) une allocation de fin d'année;
- e) aux mêmes indemnités et allocations que celles octroyées pour la même fonction ou une fonction équivalente;
- f) un complément d'indemnité pour frais funéraires dans la mesure où le total des indemnités qui lui sont dues en vertu des régimes qui lui sont appliqués dans le secteur privé ne dépasse pas le montant de l'indemnité due au personnel statutaire.

**Art. 30.** L'ancienneté pécuniaire est calculée selon les modalités applicables au personnel statutaire.

Les périodes de salaire non garanti ainsi que les périodes de prestations réduites pour raisons médicales ou pour convenances personnelles ne sont pas prises en considération pour les augmentations intercalaires ou pour l'obtention d'une échelle barémique supérieure.

La période pendant laquelle le membre du personnel contractuel n'a pas reçu une évaluation positive n'est pas prise en compte pour le calcul de l'ancienneté nécessaire à l'obtention d'une échelle de traitement supérieure.

**Art. 31.** L'ancienneté pécuniaire que comptent les membres du personnel contractuel ne peut jamais dépasser la durée réelle des services effectivement prestés.

**Art. 32.** Les membres du personnel engagés sous contrat de travail à temps partiel sont rémunérés proportionnellement à leurs prestations partielles.

**Art. 24.** De adjunct-secretaris van de autonome Brusselse sectie van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen wordt in dienst genomen met de weddenschaal A101. Hij geniet de schaal A102 en de schaal A103 als hij minstens respectievelijk 9 en 18 jaar anciënniteit in zijn functie heeft en indien hij aan de verplichte opleiding heeft deelgenomen en positief geëvalueerd is.

**Art. 25.** De economische en handelsattachés worden in dienst genomen met weddenschaal A101. Zij genieten de schaal A102 en de schaal A103 als zij minstens respectievelijk 9 en 18 jaar anciënniteit in hun functie hebben en indien zij aan de verplichte opleiding hebben deelgenomen en positief geëvalueerd zijn.

**Art. 26.** De gewestelijke inspecteurs worden met weddenschaal A200 in dienst genomen. Zij genieten de schaal A210 en de schaal A220 als zij minstens respectievelijk 9 en 18 jaar anciënniteit in hun functie hebben en indien zij aan de verplichte opleiding hebben deelgenomen en positief geëvalueerd zijn.

**Art. 27.** De secretaris van de Raad voor Wetenschapsbeleid wordt met weddenschaal A200 in dienst genomen. Hij geniet de schaal A210 en de schaal A220 als hij minstens respectievelijk 9 en 18 jaar anciënniteit in zijn functie heeft en indien hij aan de verplichte opleiding heeft deelgenomen en positief is geëvalueerd.

**Art. 28.** De secretaris van de autonome Brusselse sectie van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen wordt in dienst genomen met de weddenschaal A200. Hij geniet de schaal A210 en de schaal A220 als hij minstens respectievelijk 9 en 18 jaar anciënniteit in zijn functie heeft en indien hij aan de verplichte opleiding heeft deelgenomen en positief geëvalueerd is.

**Art. 29.** De contractuele personeelsleden genieten op dezelfde wijze als de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

- a) een gewaarborgd minimuminkomen;
- b) een haard- of standplaatstoelage;
- c) vakantiegeld;
- d) een eindejaarstoelage;
- e) dezelfde vergoedingen en toelagen als degene voor dezelfde of een gelijkwaardige functie;
- f) een aanvullende vergoeding voor begrafeniskosten op voorwaarde dat het totaal van de ingevolge de van toepassing zijnde regeling uitgekeerde vergoedingen in de privé-sector niet meer bedraagt dan het bedrag dat verschuldigd is voor ambtenaren.

**Art. 30.** De geldelijke anciënniteit wordt berekend volgens de terzake voor de ambtenaren bestaande regeling.

De periodes van niet gewaarborgd inkomen alsmede periodes met verminderde prestaties om medische of persoonlijke redenen worden niet in aanmerking genomen voor de tussentijdse verhogingen of om een hogere weddenschaal te bekomen.

De periode tijdens dewelke het personeelslid geen positieve evaluatie heeft gekregen, wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van de anciënniteit die nodig is om een hogere weddenschaal te bekomen.

**Art. 31.** De geldelijke anciënniteit van een personeelslid kan nooit meer bedragen dan de reële duur van de werkelijk gepresteerde diensten.

**Art. 32.** Bij deeltijdse arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden worden naar rata van de deeltijdse prestaties bezoldigd.

CHAPITRE V. — *Des régimes particuliers**Section 1<sup>re</sup>. — De la fonction d'inspecteur régional*

**Art. 33.** Les inspecteurs régionaux sont engagés pour une période déterminée de trois ans au cours de laquelle ils doivent suivre une formation continuée en droit administratif et en comptabilité des communes et des CPAS.

A l'issue de cette période ils peuvent bénéficier d'un contrat à durée indéterminée.

**Art. 34.** Il est établi un contrat-type d'engagement d'inspecteur régional, approuvé par le Gouvernement. Ce contrat-type règle l'ensemble des aspects de la fonction d'inspecteur régional.

**Art. 35.** Les inspecteurs régionaux, titulaires d'un mandat de conseiller communal ou de tout mandat conféré par un conseil communal, ainsi que d'un mandat d'échevin ne peuvent exécuter aucune tâche ou mission ayant trait à la commune ou à la zone de police de la commune dont ils détiennent ce mandat.

Un mandat de bourgmestre ou président de C.P.A.S. est incompatible avec l'exercice d'une mission d'inspecteur régional dans une des communes, C.P.A.S. ou une zone de police de la Région.

*Section 2. — De la fonction d'attaché économique et commercial*

**Art. 36.** Il est établi un contrat-type d'engagement d'attaché économique et commercial, approuvé par le Gouvernement. Ce contrat-type règle les différents aspects de la fonction d'attaché économique et commercial.

**Art. 37.** Par dérogation à l'article 175 du statut, les attachés économiques et commerciaux ont droit à trente jours ouvrables de congé par an.

Par dérogation à l'article 184 du statut, ils bénéficient aussi des jours fériés légaux belges et locaux à concurrence de onze jours par an maximum.

Ces jours doivent être pris dans l'année en cours. En cas d'engagement ou de fin de contrat en cours d'année, ce congé est réduit au prorata des mois prestés.

L'article 18, alinéa 2, n'est pas applicable aux attachés économiques et commerciaux.

**Art. 38.** Par dérogation à l'article 4, les attachés économiques et commerciaux sont soumis à une période d'essai d'un an.

**Art. 39.** Par dérogation à l'article 15, alinéa 3, les attachés économiques et commerciaux sont évalués chaque année.

**Art. 40.** Il est alloué aux attachés économiques et commerciaux une indemnité de poste en compensation des frais découlant de l'exercice de leur mission dans leur pays d'affectation.

L'indemnité de poste se compose des éléments suivants :

- une indemnité de base;
- une indemnité d'éloignement;
- une indemnité de pénibilité.

Chacune de ces indemnités reprises dans le contrat-type d'attaché économique et commercial est calculée conformément aux règles fixées pour les indemnités de poste du régime fédéral.

CHAPITRE VI. — *De la résiliation du contrat de travail*

**Art. 41.** Les décisions de licenciement relèvent des mêmes autorités compétentes que celles visées à l'article 11 pour les décisions d'engagement.

**Art. 42.** En cas de restructuration des services pouvant entraîner le licenciement de membres du personnel contractuel, une concertation préalable doit avoir lieu avec les organisations syndicales représentatives.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

**Art. 43.** L'ancienneté pécuniaire reconnue aux membres du personnel en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté leur reste acquise si elle leur est plus favorable.

**Art. 44.** Les membres du personnel conservent l'avantage de l'échelle de traitement dont ils bénéficiaient au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté pour autant que celle-ci soit plus favorable que l'échelle de traitement qui leur est accordée en vertu dudit arrêté.

HOOFDSTUK V. — *Bijzondere regelingen**Afdeling 1. — De functie van gewestelijk inspecteur*

**Art. 33.** Gewestelijke inspecteurs worden met een arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd van drie jaar in dienst genomen. Tijdens die periode zijn zij verplicht doorlopende vorming inzake administratief recht en boekhouding omtrent de gemeenten en de O.C.M.W.'s te volgen.

Na die periode kan met hen een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd worden gesloten.

**Art. 34.** Een modelovereenkomst tot indienstneming van gewestelijke inspecteur wordt opgesteld en door de Regering goedgekeurd. Deze modelovereenkomst regelt alle aspecten omtrent de functie van gewestelijk inspecteur.

**Art. 35.** De gewestelijke inspecteurs, die een mandaat uitoefenen van gemeenteraadslid of onverschillig welk door een gemeenteraad verleend mandaat alsook het mandaat van schepenen kunnen geen enkele taak of opdracht uitvoeren die betrekking heeft op de gemeente of in de politiezone van de gemeente waar zij dit mandaat bekleden.

Een mandaat van burgemeester of voorzitter van het O.C.M.W. is onverenigbaar met de uitoefening van een opdracht van gewestelijk inspecteur in één van de gemeenten, O.C.M.W. of een politiezone van het Gewest.

*Afdeling 2. — De functie van economisch en handelsattaché*

**Art. 36.** Een modelovereenkomst tot indienstneming van economische en handelsattaché wordt opgesteld en door de Regering goedgekeurd. Deze modelovereenkomst regelt de diverse aspecten van de functie van economisch en handelsattaché.

**Art. 37.** In afwijking van het artikel 175 van het statuut hebben economische en handelsattachés recht op dertig werkdagen verlof per jaar.

In afwijking van het artikel 184 van het statuut, hebben zij tevens recht op de Belgische en plaatselijke wettelijke feestdagen naar rata van maximum elf dagen per jaar.

Die dagen dienen tijdens het lopende jaar te worden genomen. Als de indienstneming of het einde van de arbeidsovereenkomst tijdens het jaar plaatsheeft wordt dat aantal dagen in overeenstemming gebracht met het aantal gepresteerde maanden.

Artikel 18, tweede lid, wordt niet van toepassing op de economische en handelsattachés.

**Art. 38.** In afwijking van artikel 4 worden de economische en handelsattachés onderworpen aan een proefperiode van een jaar.

**Art. 39.** In afwijking van artikel 15, derde lid, worden de economische en handelsattachés jaarlijks geëvalueerd.

**Art. 40.** Aan de economische en handelsattachés wordt een postvergoeding toegekend ter compensatie van met de uitoefening van hun opdracht in het land waar zij deze vervullen verbonden kosten.

De postvergoeding is als volgt samengesteld :

- een basisvergoeding;
- een verwijderingsvergoeding;
- een hardship-vergoeding.

Elke vergoeding die voortvloeit uit de modelovereenkomst van economische en handelsattaché, wordt berekend overeenkomstig de regels vastgesteld voor de postvergoedingen van het federale stelsel.

HOOFDSTUK VI. — *De ontbinding van de arbeidsovereenkomst*

**Art. 41.** Voor het nemen van de beslissingen tot afdanking zijn dezelfde overheden bevoegd als deze bedoeld in artikel 11 betreffende de beslissingen tot indienstneming.

**Art. 42.** Bij herstructurering van diensten, die afdanking van contractuele personeelsleden tot gevolg kan hebben, dient er vooraf overleg met de representatieve vakorganisaties plaats te hebben.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 43.** De geldelijke anciënniteit van op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit in dienst zijnde personeelsleden blijft ongewijzigd, indien deze voordeliger is voor betrokkenen.

**Art. 44.** De personeelsleden behouden hun weddenschaal die zij op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit hadden, indien deze voordeliger is dan degene die hun krachtens dit besluit wordt verleend.



**Art. 45.** Au moment de la mise en vigueur du présent arrêté, les titulaires des fonctions énumérées aux articles 22 à 25 sont insérés dans les carrières fonctionnelles correspondantes. Ils bénéficient de la première échelle s'ils comptent moins de 9 ans d'ancienneté dans leur fonction.

S'ils comptent au moins 9 ans d'ancienneté dans leur fonction, ils sont insérés avec le bénéfice de la deuxième échelle de traitement.

S'ils comptent au moins 18 ans d'ancienneté dans leur fonction, ils sont insérés avec le bénéfice de la troisième échelle de traitement.

**Art. 46.** Au moment de la mise en vigueur du présent arrêté, les titulaires des fonctions énumérées aux articles 26 à 28 sont insérés avec le bénéfice de l'échelle A 200 s'ils comptent moins de 9 ans d'ancienneté dans leur fonction.

S'ils comptent au moins 9 ans d'ancienneté dans leur fonction, ils sont insérés avec le bénéfice de l'échelle de traitement A 210.

S'ils comptent au moins 18 ans d'ancienneté dans leur fonction, ils sont insérés avec le bénéfice de l'échelle de traitement A 220.

**Art. 47.** Les membres du personnel visés à l'art. 9, 7° qui exercent depuis au moins 5 ans et de manière ininterrompue leur fonction auprès de l'Inspection régionale obtiennent, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, un contrat à durée indéterminée, avec maintien de leur ancienneté de service. Ils sont tenus de suivre la formation visée à l'article 33.

**Art. 48.** Sont abrogés en ce qui concerne le personnel contractuel du ministère :

— l'arrêté royal du 11 octobre 1985 fixant le traitement et le montant de l'indemnité octroyée aux inspecteurs régionaux de la Région bruxelloise, modifié par l'arrêté royal du 12 octobre 1987;

— l'arrêté royal du 22 juillet 1987 relatif aux Inspecteurs régionaux auprès de l'Exécutif de la Région bruxelloise;

— l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 juillet 1991 accordant une prime de bilinguisme au personnel en fonction du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par l'arrêté du 19 mars 1998;

— l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 mai 1995 réglant la situation administrative et pécuniaire des contractuels du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

— l'arrêté ministériel du 14 novembre 1996 déterminant pour le ministère de la Région Bruxelles-Capitale certaines modalités d'application en matière de prestations réduites et d'interruption de carrière;

— l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mars 1997 déterminant les modalités particulières d'application du régime de la redistribution du travail applicables aux membres du personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale,

— l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 juin 1997 rendant applicables aux membres du personnel du Ministère et des OIP qui dépendent de la Région Bruxelles-Capitale les modifications apportées à l'arrêté royal du 28 février 1991 relatif à l'interruption de carrière professionnelle dans les administrations et autres services des ministères pour les arrêtés royaux du 30 décembre 1993, 14 octobre 1994, 7 avril 1995 et 28 février 1996.

**Art. 49.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 février 2003.

Le Ministre-Président chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

F.-X. de DONNEA

Le Ministre chargé des Finances, du Budget,  
de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

**Art. 45.** Bij de inwerkingtreding van dit besluit worden de titularissen van een ambt opgesomd in de artikelen 22 tot 25 ingeschakeld in de overeenstemmende functionele loopbanen. Zij genieten de eerste weddenschaal als zij minder dan 9 jaar anciënniteit in hun functie hebben.

Als zij minstens 9 jaar anciënniteit in hun functie hebben, worden zij ingeschakeld in de tweede weddenschaal.

Als zij ten minste 18 jaar anciënniteit in hun functie hebben, worden zij ingeschakeld in de derde weddenschaal.

**Art. 46.** Bij de inwerkingtreding van dit besluit worden de titularissen van een ambt opgesomd in de artikelen 26 tot 28 ingeschakeld in de weddenschaal A 200 als zij minder dan 9 jaar anciënniteit in hun functie hebben.

Als zij minstens 9 jaar anciënniteit in hun functie hebben, worden zij ingeschakeld in de weddenschaal A 210.

Als zij tenminste 18 jaar anciënniteit in hun functie hebben, worden zij ingeschakeld in de weddenschaal A 220.

**Art. 47.** Met de in artikel 9, 7°, bedoelde personeelsleden die minimum 5 jaar ononderbroken hun functie bij de Gewestelijke Inspectie uitoefenen wordt op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd gesloten met behoud van hun dienstanciënniteit. Zij zijn er toe gehouden de in de artikel 33 bedoelde vorming te volgen.

**Art. 48.** Voor het contractueel personeel van het ministerie worden opgeheven :

— het koninklijk besluit van 11 oktober 1985 tot vaststelling van de wedde en het bedrag van de vergoeding, toegekend aan de gewestelijke inspecteurs van het Brussels Gewest, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 oktober 1987;

— het koninklijk besluit van 22 juli 1987 betreffende de Gewestelijke Inspecteurs bij de Executieve van het Brussels Gewest;

— het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Executieve van 25 juli 1991 tot toekenning van een premie voor tweetaligheid aan het personeel dat werkzaam is bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij het besluit van 19 maart 1998;

— het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 9 mei 1995 tot regeling van de administratieve en geldelijke situatie van de contractuelen van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

— het ministerieel besluit van 14 november 1996 houdende sommige uitvoeringsmodaliteiten inzake verminderde prestaties en loopbaanonderbreking voor het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

— het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 20 maart 1997 tot bepaling van de specifieke nadere regelen ter uitvoering van de maatregelen tot herverdeling van de arbeid in de openbare sector toepasselijk op de personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

— het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 12 juni 1997 waarbij de wijzigingen die krachtens de koninklijke besluiten van 30 december 1993, 14 oktober 1994, 7 april 1995 en 28 februari 1996 aangebracht werden aan het koninklijk besluit van 28 februari 1991 betreffende de loopbaanonderbreking in de Rijksbesturen en in andere diensten van de ministeries, toepasselijk worden gemaakt op de personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Instellingen van openbaar nut die van het Gewest afhangen.

**Art. 49.** De Minister van Ambtenarenzaken is bevoegd voor de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 februari 2003.

De Minister-Voorzitter bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

F.-X. de DONNEA

De Minister bevoegd voor Financiën, Begroting,  
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL